

Traitement du surendettement

Le décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010 et l'arrêté du 26 octobre 2010 parachèvent le dispositif de traitement du surendettement et du Fichier des incidents de crédits des particuliers (FICP) qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2010.

La réforme en matière de surendettement a pour objet principal d'accélérer et de déjudiciariser les procédures de surendettement. Le rôle des commissions de surendettement se voit ainsi étendu notamment dans le cadre des procédures de redressement personnel où dans environ 95 % des cas, il appartiendra à la commission de recommander l'effacement des dettes sous le contrôle du juge. Par ailleurs, la commission pourra imposer des mesures ne touchant pas au capital de la dette (rééchelonnement, réduction de taux d'intérêt, report ou suspension d'exigibilité) qui deviendront exécutoires sans même que le juge n'intervienne. Enfin, la durée maximale des plans de surendettement est abaissée de 10 ans à 8 ans.

Corrélativement, les durées d'inscription au FICP sont réduites : en principe conservée pendant toute la durée d'exécution du plan de surendettement soit 8 ans au maximum, une inscription au FICP pourra être réduite à 5 ans si le débiteur exécute les mesures entérinées par la commission sans incident durant cette période. En cas de procédure de rétablissement personnel, la durée de l'inscription au FICP est également ramenée de 8 ans à 5 ans.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Prélèvement SEPA

Depuis le 1^{er} novembre 2010, la plupart des banques en France et en Europe propose à leurs clients le prélèvement SEPA. Ce nouveau service permet un mode de prélèvement identique dans tous les pays de l'espace européen SEPA.

Le mini-guide bancaire n° 37 édité par la Fédération bancaire française (FBF) à l'attention de usagers est disponible sur : <http://www.lesclesdelabanque.com>

Publications au Journal Officiel de la République

1 – Loi de régulation bancaire et financière

La loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation financière a été publiée au J.O. du 23 octobre 2010. Le texte propose des mesures pour renforcer la régulation, la surveillance et le contrôle des acteurs et des marchés financiers. Les pouvoirs de l'AMF (Autorité des marchés financiers) sont renforcés pour les ventes à découvert, la régulation des marchés dérivés, le contrôle des agences de notation. La loi consacre le renforcement du contrôle du secteur financier et crée un Conseil de la régulation financière et du risque systémique composé de représentants de la Banque de France et d'autorités du secteur financier. Elle ratifie la création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et lui confie le pouvoir de contrôle, d'encadrement de la rémunération des opérateurs de marchés et de contrôle des frais bancaires avec possibilité de vérifier le respect de chaque engagement pris par les banques auprès du Comité consultatif du secteur financier qui se voit confier une mission d'observation des tarifs bancaires. L'article 81 de la loi prévoit la mise en œuvre au sein de l'EDOM et de l'IEOM d'un observatoire des tarifs bancaires compétent sur chaque zone d'intervention des deux Instituts. La loi renforce les pouvoirs de sanctions de l'AMF et de l'ACP. Elle renforce également la sécurité des consommateurs de produits financiers avec l'obligation d'immatriculation des intermédiaires financiers sur un registre unique consultable par tous les consommateurs.

2 – Fonds de garantie des dépôts

Ont été publiés au J.O. du 1^{er} octobre 2010, les arrêtés du 29 septembre 2010 du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi relatifs : - au niveau de garantie et au délai de remboursement du Fonds de garantie de dépôts (relèvement de 70 000 à 100 000 euros de la garantie de dépôts par client et réduction à 20 jours ouvrables au lieu de 8 mois des délais de remboursement des dépôts en cas de défaillance d'une banque) ; - à l'appel de cotisations exceptionnelles au Fonds de garantie des dépôts (270 millions d'euros).

3 – Commission de la médiation de la consommation

Le décret n° 2010-1221 du 18 octobre 2010 relatif à l'organisation de l'Institut national de la consommation et des commissions placées auprès de cet institut a été publié au J.O. du 19 octobre 2010.

Outre-mer

1 – Projet de loi organique relatif au Département de Mayotte

Le sénat a adopté le 23 octobre 2010, le projet de loi organique relatif au Département de Mayotte régi par l'article 73 de la Constitution.

2 – Changement de statut européen de Saint-Barthélemy

Le Conseil européen a adopté, à la demande du Président de la République, le changement de statut de Saint-Barthélemy qui devient à compter du 1^{er} janvier 2012 un pays et territoire associé (PTOM) au lieu d'une région ultrapériphérique (RUP).

3 – Accès des PME à la commande publique en Outre-mer

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs décidés par le Conseil interministériel de l'Outre-mer, Christine Lagarde, Brice Hortefeux et Marie-Luce Penchard ont signé deux circulaires visant à améliorer l'accès des PME et des TPE à la commande publique dans les DCOM.

Publications

1 – Autorité de contrôle prudentiel (ACP)

Le rapport annuel 2009 de l'ACP est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/documents/2009-rapport-annuel-de-l-autorite-de-contrôle-prudentiel.pdf>

2 - Médiation du crédit aux entreprises

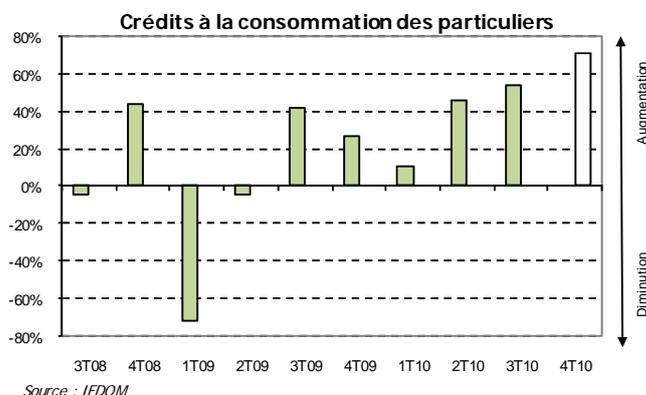
Le rapport d'activité octobre 2009-octobre 2010 est disponible sur : <http://mediateurducredit.e-catalogues.info/>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Une conjoncture bancaire et financière au troisième trimestre 2010 mieux orientée...

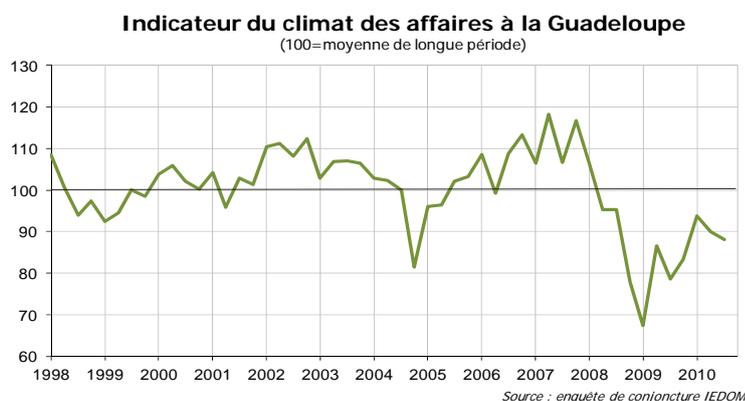
Les résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès de la place bancaire locale mettent en évidence une reprise de l'activité bancaire au 3^{ème} trimestre 2010. L'ensemble des soldes d'opinion des dirigeants d'établissement de crédit sont positifs, excepté ceux relatifs au coût du risque et à l'environnement économique, jugé encore fragile. La collecte des dépôts et l'activité de crédit afficheraient une nette augmentation à fin septembre, en particulier pour les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat des ménages. Les crédits d'exploitation et d'équipement enregistreraient un rebond qui, se poursuivrait au trimestre suivant.

Les dirigeants des établissements de crédit envisagent une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire et financière au 4^{ème} trimestre, en dépit d'une activité économique perçue comme peu favorable en fin d'année.



Tandis que l'indicateur du climat des affaires est à la baisse au troisième trimestre 2010

Au troisième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie à nouveau en Guadeloupe. Il perd 1,9 point, après un recul de 3,8 points au deuxième trimestre. Après l'embellie de 15 points observée entre septembre 2009 et mars 2010, l'indicateur du climat des affaires efface un tiers de ses gains en six mois, et retrouve un niveau proche de celui observé au deuxième trimestre 2009, au sortir de la crise sociale. Il se situe désormais 12 % au dessous de sa moyenne de longue période.



Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une baisse de leur activité au 3^{ème} trimestre dans le prolongement de celle du trimestre précédent. Leurs anticipations pour la fin d'année sont néanmoins plus favorables. La quasi-totalité des soldes d'opinion relatifs au futur s'améliore, à l'exception notable de celui relatif à l'investissement. Le manque de perspectives économiques et les incertitudes quant à l'évolution du climat social se traduisent en effet par des prévisions d'investissement pour les prochains mois très prudentes de la part des entrepreneurs.

Rebond sur le marché automobile pour le mois de septembre

Au mois de septembre 2010, le marché automobile affiche un rebond. Les immatriculations de véhicules neufs s'élèvent à 1 543 en septembre 2010, soit +47 % en variation mensuelle après une légère accalmie durant l'été. En cumul depuis le début de l'année, les immatriculations de véhicules neufs s'élèvent à 10 612. Ce nombre se situe néanmoins en glissement annuel en dessous de son niveau de 2009 (-13,5 %). L'évolution du nombre de véhicules utilitaires comme de tourisme a contribué à cette baisse, avec respectivement -17,8 % et -12,9 % de voitures neuves immatriculées en glissement annuel par rapport à 2009.

Circulation fiduciaire au 30 septembre 2010

L'émission nette cumulée de billets et de pièces atteint 792 millions € au 30 septembre 2010, en hausse de 18,9 % sur un an. Cette progression est inférieure à celle observée en septembre 2009 (+24,1 %). Les coupures de 50 € (+23,3 % après +29,3 % en 2009) demeurent les plus diffusées en Guadeloupe avec 54 % du total des émissions nettes cumulées de billets en volume. La part des billets de 20 € (22,1 % du total) diminue de 0,3 point par rapport à 2009. En revanche, celle des coupures de 100 € (21,8 % du total) augmente de 0,8 point sur un an.

Publications : Panorama de Saint-Barthélemy et « premières tendances »

L'iedom Guadeloupe a publié deux nouvelles notes. L'une est intitulée « Panorama de Saint-Barthélemy ». L'autre publication « premières tendances » traite de l'ICA (Indicateur du Climat des Affaires) au troisième trimestre 2010. Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Fusion des deux CCI de la Guadeloupe

En application du décret du 7 octobre, la fusion des CCI de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre donne naissance à la chambre de commerce et d'industrie territoriale des îles de Guadeloupe (CCITIG) dont le siège est situé à Pointe-à-Pitre.

Nomination de M. David Jean Tibilan au SGAR

Par arrêté ministériel du 27 septembre 2010, le nouveau Secrétaire Général pour les Affaires Régionales est M. Tibilian. Il a pris ses fonctions le vendredi 1^{er} octobre 2010.

ACTUALITE REGIONALE

Saint-Barthélemy : le changement de statut se concrétise

La collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy a obtenu le 29 octobre à Bruxelles le statut européen de pays et territoire d'outre-mer (PTOM). A compter du 1^{er} janvier 2012, elle cessera d'être une région ultrapériphérique (RUP) et, comme le souligne la Ministre de l'outre-mer dans un communiqué, le droit applicable à Saint-Barthélemy pourra s'écarter du droit et des normes européennes pour s'adapter à ses spécificités.

Sint-Maarten : nomination des sept ministres suite aux élections

Les 15 parlementaires, élus le 17 septembre, ont nommé les 7 ministres qui composeront le gouvernement de Sint-Maarten, lequel a pris officiellement la gestion des affaires à partir du 10 octobre. Sarah Wescot-Williams du Democratic Party est désormais le nouveau premier ministre.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Septembre 2010	124,2	0,5 %	4,2 %
				-	1,6 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Septembre 2010	53 520	1,8 %	6,2 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	<i>Cumul à fin Août</i> 2010	113	-	-9,0 %
	Importations - (en M€)		1 369	-	8,0 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Octobre 2010	38	7,9 %	0,9 %
	<i>Cumul annuel</i>		391	-	8,1 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Octobre 2010	21 568	-0,7 %	-7,9 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Octobre 2010	412	-1,2 %	-16,1 %
	<i>Cumul annuel</i>		4 853	-	16,5 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Octobre 2010	43	65,4 %	43,3 %
	<i>Cumul annuel</i>		269	-	9,8 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Octobre 2010	1 656	19,9 %	26,0 %
		<i>Cumul annuel</i>	11 956	-	-9,9 %
	- Nombre	Octobre 2010	144	28,6 %	-2,7 %
		<i>Cumul annuel</i>	1 254	-	-14,8 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Septembre 2010	108 178	-47,8 %	4,3 %
	<i>Cumul annuel</i>		1 418 726	-	7,3 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Septembre</i> 2010	2 150 096	-	4,1 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		608 061	-	4,0 %
Immatriculations <i>(Source : Commissariat général au Développement Durable)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Septembre 2010	10 612	-	-13,5 %
	<i>Cumul annuel (VPN+ VUN)</i>				
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Octobre 2010	19 693	-0,5 %	-10 %
	<i>Cumul annuel</i>		199 401	-	3,9 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Juillet 2010	3 980	9,6 %	-22,7 %
	<i>Cumul annuel</i>		16 250	-	-40,6 %

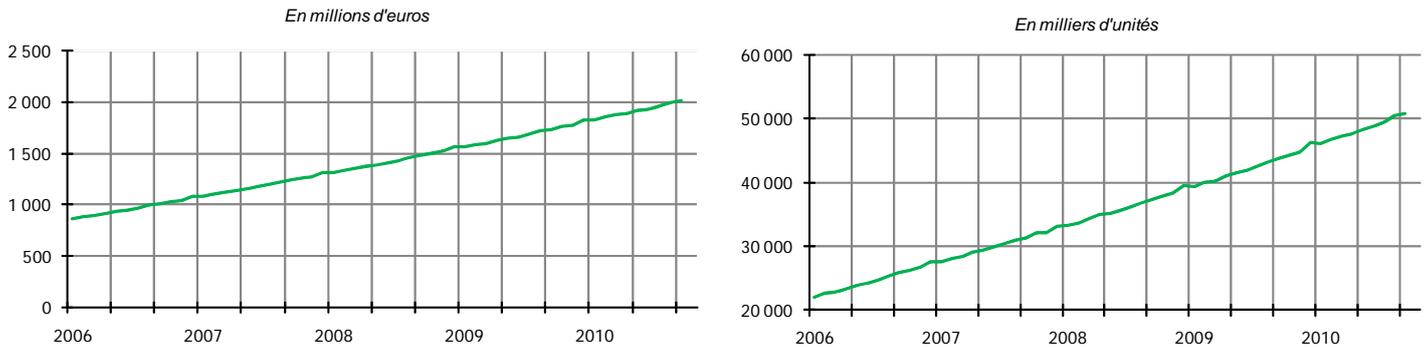
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 30 septembre 2010, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 50,9 millions de billets pour une valeur totale de 2 013,9 M€ soit une hausse de 16,0 % sur un an (contre + 17,3 % à fin septembre 2009). Les billets de 20€ représentent 47,9 % du total en volume, alors qu'ils ne représentent que 24,2 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100€ représentent 38,5 % de la valeur totale mais 15,2 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 30 septembre 2010, l'émission nette cumulée de pièces en euro s'élevait à 49,1 millions d'unités pour une valeur de 8,1 M€, soit une augmentation de 4,3 % sur un an (contre + 9,0 % à fin septembre 2009). Les pièces de 1 et 2 centimes dont le taux de retour est très faible représentent 51,6 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4,5 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2€ qui ne représentent que 3,4 % du volume total représentent 40,8 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

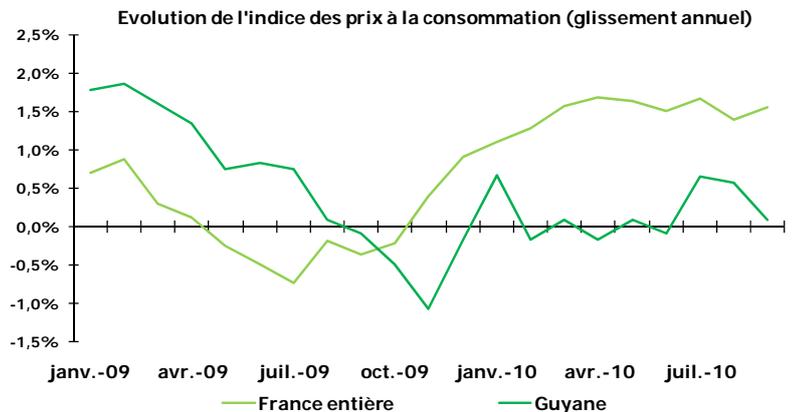
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation

L'inflation est en recul sur le mois de septembre : par rapport au mois précédent, l'indice des prix régresse de 0,4 %. Les prix de l'énergie sont en baisse, dont - 1,1 % pour les produits pétroliers, en raison du réajustement des prix fixés des carburants en septembre. Les prix des transports et communications continuent de baisser (- 4,9 %).

Sur un an, l'indice enregistre une hausse de 0,1 % seulement, contre +0,6 % le mois précédent. Ceci s'explique principalement par la baisse des prix des produits manufacturés et des transports et communications (- 1,5 % et - 6,0 % respectivement en glissement annuel).

Dans le reste de la France, l'indice des prix augmente nettement plus : + 4,2 % à la Guadeloupe en glissement annuel, + 1,9 % à la Martinique, + 2,3 % à la Réunion, + 1,6 % pour l'ensemble de la France¹. Ce décalage s'explique principalement par une plus forte augmentation des prix pour le poste « énergie » sur la France entière, et une moindre baisse sur les postes « produits manufacturés » et « transports ».



Source: INSEE

Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) a très sensiblement progressé en septembre : + 4,1 % sur le mois², soit la plus forte hausse depuis janvier 2009, et atteint 16 583 demandeurs (données brutes). Le chômage de longue durée³ repart notamment à la hausse après plusieurs mois de stabilisation (+ 2,3 % sur le mois après CVS).

Consommation

En septembre 2010, les recettes d'octroi de mer cumulées depuis le début de l'année enregistrent une hausse de 5,6 % sur un an⁴, et s'établissent à 80,6 M€.

Commerce extérieur

Cumulées sur les huit premiers mois de l'année, les importations totales enregistrent sur un an une augmentation de 11,6 % en valeur⁵. En parallèle, les exportations progressent de 61,4 % (sur la même période) suite à des réexportations liées au secteur spatial sur des postes tels que les « produits informatiques et électroniques ».

¹ Mois de septembre 2010, évolution en glissement annuel.

² +10,7 % en glissement annuel, données brutes.

³ Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A,B et C.

⁴ Sur le mois de septembre uniquement, elles augmentent de 5,1 % par rapport à août 2010, et de 21,1 % en glissement annuel.

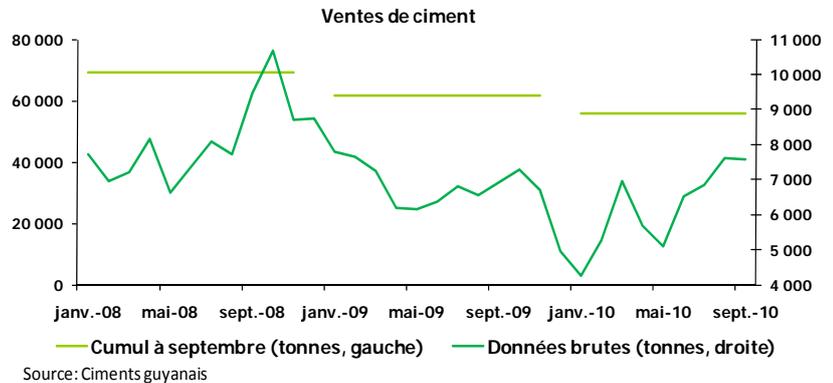
⁵ Augmentation portée principalement par la progression du poste « produits informatiques, électroniques et optiques », due aux imports du secteur spatial, et des postes « produits agroalimentaires » et « produits pétroliers ».

BTP

Après avoir progressé en moyenne de 15 % au cours des 3 derniers mois, les ventes de ciment enregistrent une très légère inflexion sur le mois de septembre (- 0,4 %). En cumul sur les trois premiers trimestres, les volumes vendus restent encore inférieurs à ceux de l'an dernier (- 9,6 %), compte tenu d'un premier semestre catastrophique⁶.

Trafic aérien

En août 2010, le trafic aérien de passagers commerciaux⁷ en Guyane a progressé de 6,4 % sur le mois (+ 9,3 % sur un an) et atteint 52 723 personnes. En cumul depuis le début de l'année, la progression de 6,4 % par rapport à 2009 confirme la bonne orientation du trafic aérien en 2010.



Finances publiques

La Guyane possède l'un des plus forts taux de taxation sur le foncier bâti de France. Dans son Observatoire des taxes foncières, l'Union nationale de la propriété immobilière publie les taux d'imposition par collectivité locale. Le Département Guyane possède le taux le plus élevé des départements français, à 25,98 %⁸. La Région quant à elle fixe un taux de 4,27 %, là encore un des plus importants de France. A cela s'ajoute une taxe perçue par les communes, et par la Communauté de Communes du Centre Littoral (CCCL). En raison de ces niveaux déjà élevés, les hausses de taux sont restées contenues ces dernières années⁹.

Energie

Dans le cadre du vote du Projet de Loi de Finances 2011, les députés ont adopté différentes mesures qui auront un impact sur le développement de la filière photovoltaïque en Outre-mer, notamment au niveau de l'alimentation en énergie des villages isolés. D'une part, le crédit d'impôt sur le revenu relatif aux équipements utilisant l'énergie solaire sera réduit de 50 % à 25 %. D'autre part, les installations de production d'électricité photovoltaïque seront désormais exclues du dispositif de défiscalisation de l'investissement Outre-mer. Cependant, devant l'opposition des députés d'Outre-mer, le Ministre du Budget a annoncé la mise en place d'une commission d'évaluation de cette dernière mesure ; cette commission devra rendre ses travaux en juin 2011 au plus tard, afin d'intégrer d'éventuelles modifications dans une loi de finances rectificative.

Institutions

Le conseil maritime ultramarin de Guyane a été mis en place le 14 octobre 2010 par le préfet de Guyane, Monsieur Daniel Férey, et Monsieur Christian Buchet, secrétaire national du comité national de suivi du Grenelle de la mer. Ce conseil doit fixer les priorités en matière de développement des activités maritimes guyanaises. Il réunit différents acteurs de la mer : l'Etat, les collectivités locales, les syndicats d'employeurs et de salariés, et les associations de protection de l'environnement.

Les travaux seront coordonnés par la Direction des affaires maritimes. Des groupes de travail, portant sur le minier marin, la pêche, la valorisation de la mer, la formation et la communication, ont été créés. Leurs premières conclusions sont attendues pour février 2011.

Equipement des collectivités

Trois conventions de prêts d'un montant total de 24,6M€ ont été signées entre la CCCL et la Caisse des Dépôts et des Consignations. Ces prêts, issus de fonds d'épargne et à un taux préférentiel, sont destinés au financement d'opérations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Différents projets sont engagés :

- des travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées déjà existant sur les communes de la CCCL ;
- la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Cayenne ;
- la construction d'une nouvelle usine de traitement et de production d'eau potable à Matiti (commune de Macouria), pour un montant de 12,3M€.

Les travaux devraient démarrer fin 2010.

Par ailleurs, un prêt de 10M€ a été octroyé au Département par l'Agence française de développement. Ce prêt sur 20 ans est destiné à soutenir le Département dans son programme d'investissement pour le secteur scolaire (construction et réhabilitation de plusieurs collèges sur la presqu'île de Cayenne, à Kourou et à Saint Laurent), et les infrastructures de transport (construction et réhabilitation de routes).

Orpillage

La collaboration entre la Guyane et les pays frontaliers s'organise pour lutter contre l'orpillage clandestin.

Madame Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté début octobre en Conseil des Ministres un projet de loi qui autorise un accord franco-brésilien de lutte contre l'orpillage illégal. Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans cette lutte contre les conséquences environnementales, économiques et sur l'ordre public de l'exploitation aurifère illégale. Il prévoit entre autres un renforcement de la coopération policière et judiciaire, la mise en place de mesures pénales, et un meilleur suivi des activités d'exploitation et de négoce de l'or des deux côtés de l'Oyapock.

La Guyane a également entamé un dialogue avec le Suriname. Le préfet de Guyane, ainsi que des représentants des peuples amérindiens du Maroni, ont été reçus par la secrétaire générale du Ministère des affaires étrangères du Suriname, afin d'exposer les préoccupations des populations indigènes quant aux troubles engendrés par l'orpillage clandestin sur le fleuve dans les domaines de la santé, de la sécurité ou de l'environnement. Différentes mesures ont été adoptées du côté surinamien : réactivation d'un poste de contrôle sur la rive surinamienne ; réunion d'un conseil du fleuve en novembre 2010 ; mission d'évaluation du Ministère de la Défense. Par ailleurs, le préfet a annoncé un renforcement des contrôles des pirogues sur la partie française du Maroni.

⁶ En raison notamment de la fermeture du pont du Larivot.

⁷ Passagers entrés+sortis+transit sur les vols internes et externes.

⁸ Taux moyen départemental: 12,52 % ; taux moyen régional : 3,43 %.

⁹ Pas de hausse entre 2004 et 2009 pour le taux départemental, hausse de 6,22 % pour le taux régional sur la même période.

Secteur spatial

Le 28 octobre 2010, lors du 53^{ème} lancement, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : W3B pour l'européen Eutelsat, et BSAT-3b pour l'américain Lockheed Martin Commercial Space Systems. Cependant, le satellite W3B a été victime d'une anomalie de fonctionnement quelques heures après le lancement et, de ce fait, perdu. En 2010, 8 satellites ont été lancés par Ariane 5, pour 4 tirs. Le prochain lancement est prévu pour le 25 novembre.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Le 31 octobre 2010 avait lieu au Brésil le second tour des élections générales¹⁰. L'héritière de Lula et candidate du Parti des Travailleurs, Dilma Rousseff, a été élue présidente avec 56 % des voix, contre 44 % au candidat social-démocrate José Serra. Alors que le vote est obligatoire au Brésil, 21 % des électeurs se sont abstenus.

En Amapa, Camilo Capiberibe, 38 ans et issu du Parti socialiste brésilien, a été élu nouveau gouverneur avec environ 54 % des voix.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – septembre 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,2	-0,4 %	+0,1 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin septembre 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin septembre 2010	16 583 6 647	+ 4,1 % 0,0 %	+ 10,7 % + 15,6 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin septembre 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 016 47,6 M€	-1,7 %	- 7,6 % - 0,8 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – août 2010 Cumul 2010	11,6 M€ 116,5 M€	-52,3 %	- 30,8 % + 61,4 %
	Importations - août 2010 Cumul 2010	85,5 M€ 680,0 M€	+7,6 %	- 1,6 % + 11,6 %
	Taux de couverture en cumul - à fin août 2010	17,1 %		+ 5,3 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin octobre 2010 Rappel cumul à fin octobre 2009	4 tirs Ariane 5 (8 satellites) 6 tirs Ariane 5 (11 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin août 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 3 648 tonnes (+ 8 7 % sur un an) pour 1,22 M€ (- 18,4 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – septembre 2010 Cumul 2010	7 588 tonnes (+ 9,7 % sur un an) 55 829 tonnes (- 9,6 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin juin 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 498,7 tonnes (- 30,2 % sur un an)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin août 2010)	17,4 M€ (+ 29,4 % sur un an)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin septembre 2010)	29 302 m ³ (- 44,0 % sur un an)

* données provisoires

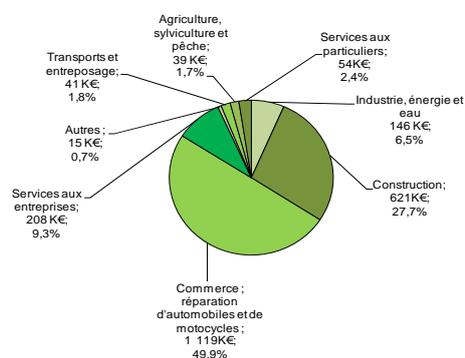
¹⁰ Election présidentielle, élection des députés et sénateurs, des gouverneurs des Etats.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Incidents de paiement sur effets de commerce : diminution du montant global au 30/9/2010

Au 30 septembre 2010, l'IEDOM recensait 446 incidents de paiement sur effets de commerce, contre 434 en juin, soit une hausse de 2,8 %. Cependant, le montant total correspondant est en diminution de 10 % et s'établit à 2,4 millions d'euros. Il en résulte une baisse corrélative de la valeur unitaire moyenne des impayés qui s'établit à 5 403 euros contre 6 175 euros (- 12,50 %). Dans le détail, les secteurs enregistrant une baisse trimestrielle significative sont : l'éducation (- 55,2 %), l'activité immobilière (- 50,2 %), le commerce (- 18,6 %) et dans une moindre mesure, les services aux particuliers (- 5 %). La vulnérabilité des entreprises commerciales semble s'être atténuée sur le trimestre, le poids des impayés représentant 46,4 % du total contre 51,2 % en juin. A l'inverse, la sinistralité des services aux entreprises, BTP et industrie, énergie, eau s'accroît respectivement de 93,8 %, 53,7 % et 34,4 % ; ces secteurs concentrent un montant d'incidents de paiement avoisinant un million d'euros, soit 40,4 % du total (23,1 % précédemment).

Répartition sectorielle des incidents de paiement au 3^{ème} trimestre 2010

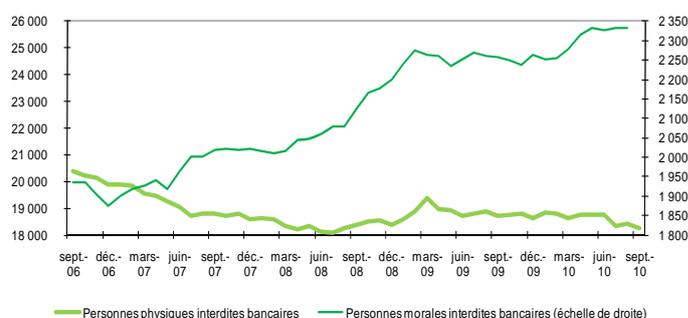


Source : Iédom

Légère baisse de la vulnérabilité des agents économiques à fin septembre 2010

Au 30 septembre 2010, les indicateurs de vulnérabilité financière des agents économiques du département sont en légère décroissance, en dépit du contexte de tensions de trésorerie récurrentes. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (132 751) diminue de 7,6 % sur le trimestre (- 6,5 % sur l'année). Au cours de la même période, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire baisse de 2,9 % à 18 232, alors que celui des personnes morales est stable à 2 334. Sur un an, le constat est plus nuancé, respectivement - 2,5 % et + 3,2 %. Par ailleurs, les établissements de crédit ont recensé 1 194 retraits de cartes bancaires entre juin et septembre 2010. Ce chiffre qui constitue un niveau historiquement élevé est en hausse de 36,8 % sur le trimestre et de 18,8 % sur l'année.

Evolution du nombre des interdits bancaires



Source : Iédom

Surendettement au troisième trimestre 2010 : stabilité du nombre de dossiers déposés

Au cours du troisième trimestre 2010, 106 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement ; 92 ont été déclarés recevables, soit un taux de recevabilité de 86,8 %. Le nombre de dépôts varie peu par rapport à juin (108), mais progresse de 16,5 % sur un an. Sur les trois trimestres, le nombre total de dossier s'élève à 327, soit +30,8 % par rapport à 2009.

ACTUALITE REGIONALE

Cyclone Tomas

Dans la nuit du samedi 30 au dimanche 31 octobre, le cyclone Tomas a causé en Martinique de nombreux dégâts matériels, notamment au niveau des plantations de cannes, de bananes, de fruit et légumes. Le réseau électrique a été interrompu au sein de plusieurs communes, près de 60 000 clients ayant été privés d'électricité pendant plusieurs heures. Le réseau routier a également été touché par des chutes d'arbres et des inondations. Aucune perte humaine n'est à déplorer en Martinique, mais plus de dix morts ont été recensés à Ste Lucie et environ une vingtaine à Haïti.

Présidence de la Martinique à la conférence des Régions Ultrapériphériques (RUP)

La 16e conférence des RUP s'est ouverte le 27 octobre dernier à Ténériffe (Canaries). Le président du Conseil Régional de la Martinique en assurera la présidence pendant un an. Le statut de région ultrapériphérique européenne concerne 9 entités territoriales (Açores, Canaries, Madère, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion, auxquelles s'ajoutent cette année St Martin et Mayotte), soit plus de 4,5 millions d'habitants (1 % de la population européenne).

Cercosporiose noire en Martinique

Depuis le mois de septembre, la cercosporiose noire (ou maladie des raies noires) s'est déclarée en Martinique, à partir de spores en provenance de l'extérieur. Ce champignon touche les plantations de bananes et son éradication passe par l'effeuillage des plants contaminés.

Livraison de l'échangeur du Lamentin

Le 21 octobre dernier, l'un des plus importants chantiers routiers de l'île a été ouvert au public. L'échangeur du Lamentin est constitué de 9 bretelles et permet le passage de 110 000 véhicules par jour. Il avait débuté en septembre 2008, pour un montant global de 21 millions d'euros.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

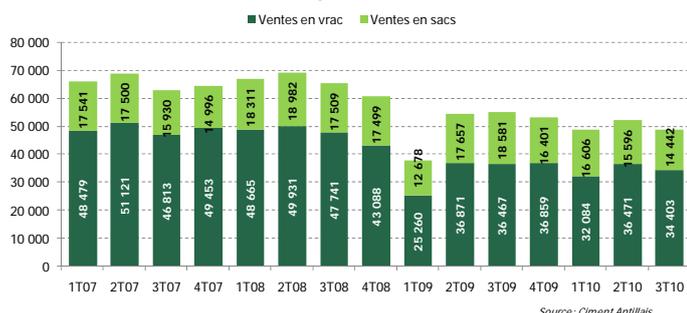
BTP : une activité toujours dans l'expectative d'une reprise

À fin septembre 2010, les ventes cumulées de ciment atteignent 149,6 milliers de tonnes soit une hausse de 1,4 % sur un an. Dans le détail, les ventes en vrac, traditionnellement dédiées aux ouvrages publics progressent de 4,4 % en données cumulées à fin septembre. En revanche, les ventes en sacs, d'ordinaires dévolus à la construction privée, se replient à hauteur de 4,6 %.

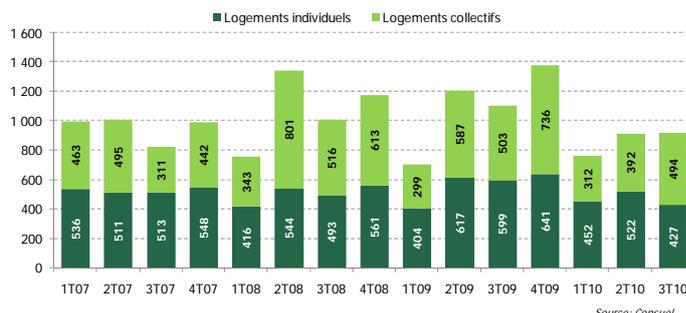
En dépit de cette évolution favorable sur un an, la production globale de ciment demeure en dessous de la moyenne de longue période (1995-2010) à -15,2 %.

Parallèlement, en cumul à fin septembre 2010, 2 599 attestations de conformité électrique ont été délivrées par le Consuel, soit une diminution de 13,6 % sur un an. Le nombre d'attestations délivrées aux logements individuels se replie de 13,5 % et celles attribuées à des logements collectifs enregistrent une baisse du même ordre.

Evolution de la production de ciment



Attestations de conformité électrique



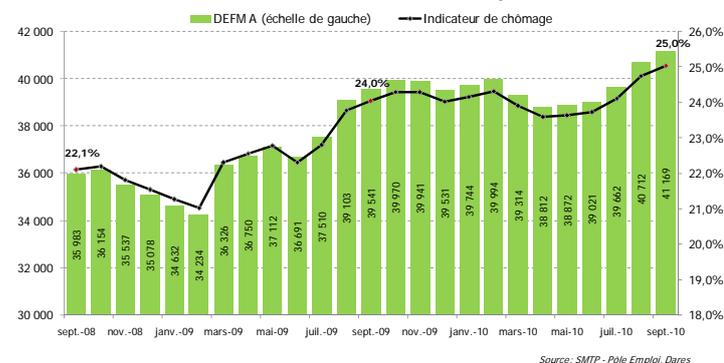
Le secteur du bâtiment et des travaux publics reste confronté à la faiblesse de l'activité tant au niveau de la commande publique que de la demande privée.

Marché du travail : nouvelle hausse du chômage

Le troisième trimestre est marqué par une détérioration du marché de l'emploi, en dépit de la progression du nombre d'offres d'emploi enregistrées, 8 080 offres entre janvier à septembre 2010 contre 7 560 l'année précédente. Aussi, à fin septembre 2010, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 41 169. Sur un an, il progresse de 4,1 %, soit 1 628 demandeurs de plus par rapport à fin septembre 2009. En conséquence, l'indicateur de chômage gagne 1 point sur un an pour s'établir à 25 %.

Parallèlement, à fin septembre 2010, le nombre d'allocataires de Pôle Emploi s'établit à 20 679. Le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage atteint 15 279, soit une progression de 3,0% sur un an.

Evolution de la demande d'emploi



Bénéficiaires de Pôle emploi



En glissement mensuel, le nombre de DEFMA A progresse de 1,1 % tandis que le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle Emploi baisse de 0,3 %.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2010	123,9	-0,1 %	+1,9 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2010	41 169	+1,1 %	+4,1 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- septembre 2010	25 %		+1 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- septembre 2010	14 205	-0,9 %	+1,2 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2010	28 480	+0,0 %	+4,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- août 2010	224,3	+9,4 %	+28,2 %
	Exportations (en M€)	- août 2010	17,1	-39,2 %	-4,3 %
	Taux de couverture mensuel:		7,6 %		-2,6 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- septembre 2010	263	-6,7 %	+0,1 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- septembre 2010	358,7		+11,5 %
Vulnérabilité des ménages (source :)	Personnes physiques en interdit bancaires	- septembre 2010	18 232	-0,9 %	-2,5 %
	Retrait de cartes bleues	- septembre 2010	368	-3,2 %	-8,9 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- août 2010	179 504	+7,0 %	+1,1 %
		- cumul annuel	1 113 358		+4,0 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- septembre 2010	226	+24,7 %	nd
		- cumul annuel	57 026		+92,3 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2010	16 012	+5,6 %	-13,1 %
		- cumul annuel	149 602		+1,4 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2010	1 058	+32,3 %	+5,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2010	202	+88,8 %	+12,8 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		9 290	-	-10,6 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

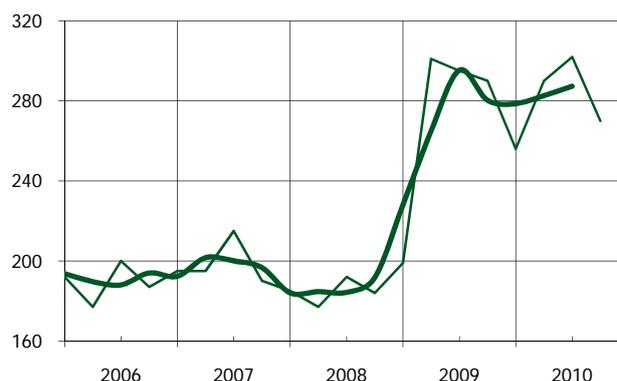
Présentation de la loi Lagarde sur le surendettement aux acteurs réunionnais

L'ledom a organisé le 28 octobre une présentation de la loi Lagarde, entrée en vigueur le 01 octobre 2010. Les modifications des règles régissant l'octroi des crédits à la consommation, la procédure de surendettement et la consultation du fichier FICP ont été présentées aux différents acteurs concernés : les membres de la commission de surendettement, les juges de l'exécution, les établissements de crédit, les créanciers institutionnels tels que les bailleurs sociaux, la CAF et le Conseil Général pour les travailleurs sociaux, la Trésorerie Générale et les associations de consommateurs.

L'activité de la commission de surendettement est en retrait au troisième trimestre avec une baisse de 10,6 % du nombre de dossiers déposés par rapport au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de dossiers déposés est en baisse de 2,7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Malgré cette contraction, le nombre de dossiers déposés reste élevé. Depuis le premier trimestre 2009, ce chiffre atteint un palier en se stabilisant à 286 dossiers en moyenne par trimestre contre 192 entre 2007 et 2008.

Nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement



Source: ledom, commission de surendettement - données trimestrielles

BREVES ECONOMIQUES

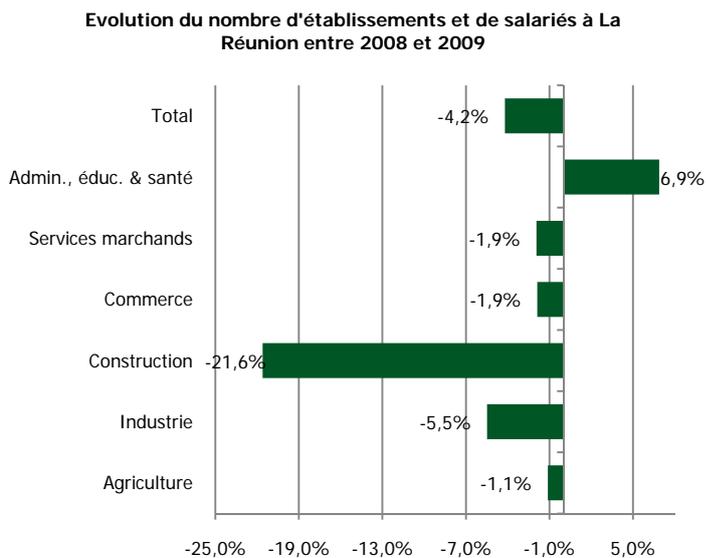
LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation – sept. 2010 Métropole et DOM – sept.2010	124,1	- 1,0 %	+ 2,3 % + 1,6 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – sept. 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	71 188 296,3	- 0,1 %	+ 0,3 % + 1,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – août 2010 (en cumul - millions d'€)	2 654	-	- 2,3 %
	Exportations – août 2010 (en cumul - millions d'€)	175	-	+ 7,6 %
	Taux de couverture	6,6 %	-	+ 0,6 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi de catégorie A fin sept. 2010 (anciennement cat 1+ cat 2 + cat 3 hors activité réduite)	112 653	+ 1,2 %	+ 14,5 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) sept. 2010	301 842	- 27,5 %	- 5,8 %
	Cumul 2010	3 075 979	-	+ 5,8 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds sept. 2010	143 342	- 28,7 %	+ 16,5 %
	Cumul 2010	1 474 937	-	+ 11,5 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) août 2010	3,3	n.s.	- 28,4 %
	Cumul 2010 (millions d'euros)	17,1	-	- 15,6 %
	Importation de ciment/clinker –(milliers de tonnes) août 2010	54,2	n.s.	- 12,3 %
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	243,6	-	- 3,9 %
	Effectifs salariés du BTP à fin août 2010	17 368	+ 0,7 %	- 9,5 %

Baisse de 4,2 % de l'emploi salarié en 2009



Source: Pôle emploi

Après une première baisse de 1,0 % observée en 2008, le nombre de salariés se contracte de nouveau en 2009 de 4,2 % par rapport à 2008, soit une perte de 5 700 salariés. La Réunion rompt ainsi avec la hausse ininterrompue de la croissance de l'emploi salarié observée depuis 15 ans.

Le secteur de la construction est le plus impacté, enregistrant une chute des effectifs de 21,6 % en un an. L'industrie, en partie tributaire de l'activité du BTP, a été fortement touchée avec une baisse de 5,5 % du nombre de salariés. Le secteur du commerce est également concerné, (en particulier le commerce et la réparation automobile), ainsi que les services marchands : ces deux secteurs ont perdu 1,9 % de leurs effectifs. En revanche, le nombre de salariés a progressé dans le secteur des services administrés (+6,9 %), notamment dans les activités d'aide à domicile (+ 30 %) et de l'action sociale sans hébergement (+ 13 %).

Deuxième réunion pour le Haut Conseil de la commande publique

Le Haut Conseil de la commande publique s'est réuni le 28 octobre afin d'effectuer un nouveau point sur l'évolution de la commande publique dans l'île. Les engagements ont progressé de 28 % entre août et octobre 2010. Ainsi, près de 550 millions d'euros ont été engagés à cette date, soit 46 % des prévisions faites pour l'ensemble de l'année contre 36 % en août 2010. Cette évolution est liée à une nette augmentation des engagements des principaux maîtres d'ouvrages : +18,5 % pour le conseil régional et le conseil général, +27 % pour les EPCI et les communes et +30 % pour les opérateurs de logement.

Par ailleurs, plus de la moitié des financements prévus par la LBU au titre du logement social pour 2010 sont engagés. En effet, 2 048 logements aidés ont été financés sur les 3 500 prévus. Le Préfet a également annoncé l'accord de principe du déblocage par le ministère de l'économie d'agrément de défiscalisation pour neuf dossiers de logements sociaux pour un total de 400 logements et 31 millions d'euros d'investissement.

Signature du protocole de Matignon

Le Président de la Région Réunion ainsi que le Premier Ministre ont signé le 14 octobre les nouveaux Accords de Matignon remplaçant le protocole signé en 2007 entre Paul Vergès et Dominique de Villepin. Ils portent sur trois projets : la reconstruction de la Route du Littoral, la réalisation d'un réseau de Transports en Commun en Site Propre (TCSP) et l'aménagement des plates-formes aéroportuaires de Roland-Garros et de Pierrefonds. Le montant total de ces investissements s'élève à 2,2 milliards d'euros dont 1,6 milliards seront injectés dans le projet de la nouvelle Route du Littoral. L'État contribuera à ces grands chantiers à hauteur de près de 870 millions d'euros, soit 40 millions supplémentaires par rapport au protocole de 2007. La Région participera à hauteur de 780 millions d'euros, soit 35,4 % de l'investissement total. L'Europe et la société aéroportuaire compléteront le financement de ces chantiers.

La Route du Littoral, construite sur la mer, sera partagée entre digues et viaducs sur une longueur totale de 12 kilomètres. Le projet de péage est supprimé et les travaux débuteront en 2013. Ce nouveau projet intègrera deux voies supplémentaires réservées au futur TCSP. En effet, Le réseau de TCSP Trans-Eco-Express est le deuxième projet de ces Accords. Il consistera en un programme de maillage du territoire par des modes de transports collectifs en site propre. Enfin, l'aménagement des plates-formes aéroportuaires de l'île complète ce protocole. L'objectif est de conforter Roland Garros dans son rôle d'aéroport international avec la possibilité, dans l'avenir, d'accueillir l'A-380 et d'orienter Pierrefonds vers les transports régionaux. Une société aéroportuaire intitulée "Comité de coopération des aéroports de l'Île de la Réunion" sera créée et mise en place mi-2011.

Présentation du budget du ministère de l'Outre-mer

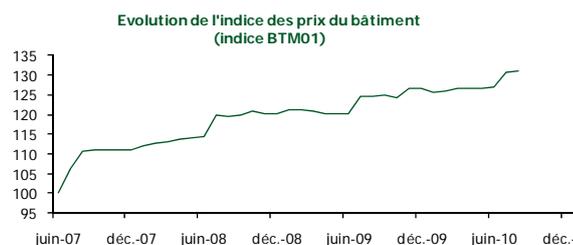
L'effort budgétaire global de l'Etat pour l'Outre-mer prévu par les programmes des différents ministères s'élève en 2011 à 13 milliards d'euros en autorisations d'engagement et 12,7 milliards d'euros en crédits de paiement auxquels s'ajoutent 3,2 milliards d'euros de dépenses fiscales. Ce budget s'inscrit en baisse par rapport à la loi de finances initiale 2010. Ainsi, les crédits ouverts à la mission Outre-mer se réduisent en autorisations d'engagement de 0,6 % et de 2,3 % en crédits de paiement. Ce budget s'articule principalement autour de deux grands thèmes : l'emploi et le logement. Près des deux tiers du montant total sont alloués au soutien aux entreprises (53 %) et aux aides à l'insertion et à la qualification professionnelle (11 %) tandis que le logement représente 13 % de l'ensemble.

Cependant, dès 2012, les capacités d'engagement seront consolidées avec une augmentation des engagements de 2 % et les moyens de paiement de +6,7 %. En comparaison de la précédente période 2009-2011, le triennal 2011-2013 prévoit une augmentation de crédits de 9,4 % en autorisations d'engagement et de 6,6 % en crédits de paiement.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse de l'indice des prix du bâtiment

L'indice des prix du bâtiment, créé à Mayotte en juin 2007, reflète l'évolution du coût de la construction locale (coût de la main d'œuvre, des matières premières, de l'énergie, du transport, etc.). Il a progressé de plus de 30 % en trois ans et de près de 5 % entre août 2009 et août 2010. Cette évolution est essentiellement due aux revalorisations successives du Smig, à la hausse des prix des matériaux de construction et des coûts de mise aux normes.



Source: FMBTP/Direction de l'Équipement
Base 100 - Juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43%), des prix de différentes matières, du ciment (6%), du transport (3%), de l'énergie (3%) et de frais divers (15%)

L'IEDOM : Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM

La loi publiée au journal officiel du 23 octobre rend effective la création de l'observatoire des tarifs bancaires au sein de l'IEDOM. L'institut est ainsi chargé d'étudier les questions relatives aux tarifs bancaires pratiqués dans les collectivités d'outre-mer. Il assure également la publication périodique de relevés portant sur l'évolution des tarifs et les différences constatées entre les établissements.

Les émissions nettes de billets

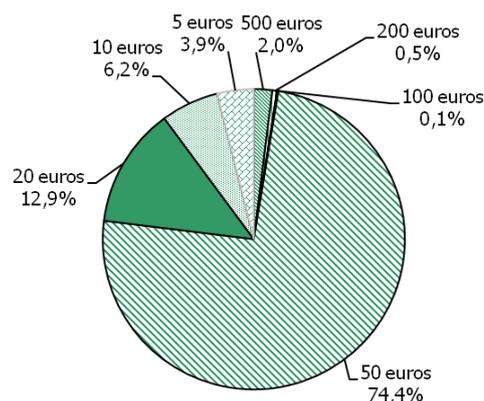
Au 31 octobre, l'évolution des émissions nettes de billets en valeur s'inscrit en hausse de 1,9 % sur le dernier mois (après +0,7 % le mois précédent) pour atteindre 391,5 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent également, quoique plus modérément : +0,8 %, après -0,9 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 7,6 millions au 31 octobre 2010.

L'augmentation en valeur de la masse monétaire théorique associée à un accroissement modéré du nombre de billets en circulation renchérit quelque peu la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île qui gagne 50 centimes, à 51,6 €.

Emissions nettes cumulées de billets, en millions d'euros



Répartition des billets en volume



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Economie - 6^e Forum économique de l'Union des Chambres de commerce des Iles de l'Océan Indien

Les Chambres de commerce et d'industrie des Comores, de Mayotte, de Madagascar, de Maurice, de La Réunion et des Seychelles se sont réunies dans cette dernière île à l'occasion du 6^{ème} Forum économique de l'Union des Chambres de commerce des Iles de l'Océan Indien. Elles ont notamment adopté une résolution visant la promotion commune de la destination Océan Indien sous le label « Les îles vanille ». L'objectif est d'impulser le tourisme comme dynamique du développement régional durable.

Grands chantiers - La construction de l'aérogare et la concession aéroportuaire de Mayotte confiées à une société canadienne

Le géant québécois de l'ingénierie, SNC Lavalin, a remporté l'appel d'offre concernant la construction de la nouvelle aérogare de Mayotte ainsi que sa concession pour une durée de 15 ans, au détriment du groupe français Vinci (Sogea). Dzaoudzi sera désormais le 7^{ème} aéroport français géré par SNC Lavalin. La livraison du chantier dont le montant est estimé à 43 M € est prévue pour la fin de l'année 2012. La société envisage de sous-traiter une partie des travaux aux entreprises locales du secteur du BTP.

Média - RFO devient Réseau Outre-mer Première et arrivée de la Télévision Numérique Terrestre à Mayotte

L'arrivée de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) est prévue à Mayotte pour la fin du mois de novembre. Elle permettra aux foyers possédant un téléviseur (équipé d'un décodeur intégré ou d'un adaptateur) d'accéder gratuitement à un ensemble de chaînes, réduisant ainsi en partie le désenclavement numérique de l'île.

Avec l'avènement de la TNT, RFO Mayotte s'apprête à devenir « Mayotte 1^{ère} ». Cette nouveauté dans le paysage audiovisuel interviendra de façon générale dans l'Outre-mer, où les télévisions et radios de RFO de la zone prendront le nom de "Première", précédé du nom du territoire. Au delà du changement de nom, les télévisions verront leur autonomie en matière de programmes renforcée avec de nouveaux moyens financiers alloués notamment pour la production, la coproduction ou des acquisitions.

Tourisme - La promotion de Mayotte à travers le raid Amazones

Cette année, la 9^e édition du Raid l'Arbre Vert Amazones s'est déroulée à Mayotte, accueillant durant une semaine 225 candidates. Exclusivement réservée aux femmes, ce raid a permis de valoriser la destination Mayotte à travers les médias métropolitains et régionaux couvrant l'événement. 75 équipes se sont affrontées lors de diverses épreuves de part et d'autre de l'île (course à pied, vélo, orientation, canoë, etc.). Dix équipes locales y ont participé. Les Douja (« vagues » en shimaoré) ont remporté la seconde place au classement général.

Social - Inauguration de la Maison des personnes handicapées

Service commun au Conseil général et à l'Etat, cette nouvelle structure offre aux personnes handicapées un accès unique à leurs droits et prestations grâce à des missions d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil. Elle facilite ainsi leurs démarches administratives en matière d'allocations, de scolarisation et d'insertion professionnelle. Par ailleurs, l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés pour les entreprises de plus de 20 salariés s'appliquera à Mayotte dès 2011.

Santé – Ouverture d'un nouvel hôpital au nord de l'île

Après la mise en service du dispensaire, la maternité du centre hospitalier de référence de Dzoumogné a ouvert ses portes, au nord de l'île. A Mayotte, il existe trois autres hôpitaux intercommunaux de référence : l'antenne du CHM à Dzaoudzi (Petite Terre), l'hôpital Sud de M'Ramadoudou et l'hôpital centre de Kahani. L'enjeu est de garantir l'accès à toute personne à l'un de ces centres en moins de 25 minutes, quel que soit l'endroit où il se trouve.

Education – Création d'un comité de pilotage contre l'illettrisme

A Mayotte, 73 % des jeunes ont de grandes difficultés à lire et à écrire (chiffre dressé à l'issue de la Journée d'appel de préparation à la Défense - JAPD -). Face à ce constat, les membres du nouveau comité de pilotage de lutte contre l'illettrisme se sont réunis afin de réfléchir aux actions concrètes qui permettront à la population de mieux maîtriser la langue française. Un plan pluriannuel sera présenté avant la fin de l'année.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		août.-10	111,5	0,5%	2,4%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	26 846	-11,5%	-14,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-10	277 174	10,7%	2,4%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	131	-86,4%	-55,6%
		cumulées	sept.-10	7 482	1,8%	90,6%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-10	0,49%	-2,69 pt	-0,45 pt
		cumulés	sept.-10	2,70%	-0,24 pt	1,25 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	août-10	621	-9,9%	23,7%
		cumulés	août-10	3 931	-	26,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	août-10	33 368	-12,3%	12,6%
		cumulés	août-10	191 175	-	12,9%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	août-10	35,9	-56,3%	38,3%
		cumulés	août-10	365,3	-	38,3%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	4 738	-58,8%	-70,5%
		cumulées	sept.-10	61 886	-	-16,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-10	36 748	0,7%	5,8%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	sept.-10	15 688	-29,2%	-17,6%
		cumulées	sept.-10	177 889	-	9,7%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	oct.-10	68	-20,0%	23,6%
		cumulés	oct.-10	706	-	-2,2%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	oct.-10	12	-47,8%	-40,0%
		cumulés	oct.-10	168	-	13,5%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	sept.-10	6	-11,2%	-17,5%
		cumulés	sept.-10	46	-	-36,4%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-10	40	-11,4%	-11,4%
		cumulées	sept.-10	308	-	-33,8%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2010)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4768%	0,4199%	0,4431%	0,6967%	0,7830%	0,9970%	1,2240%	1,4960%

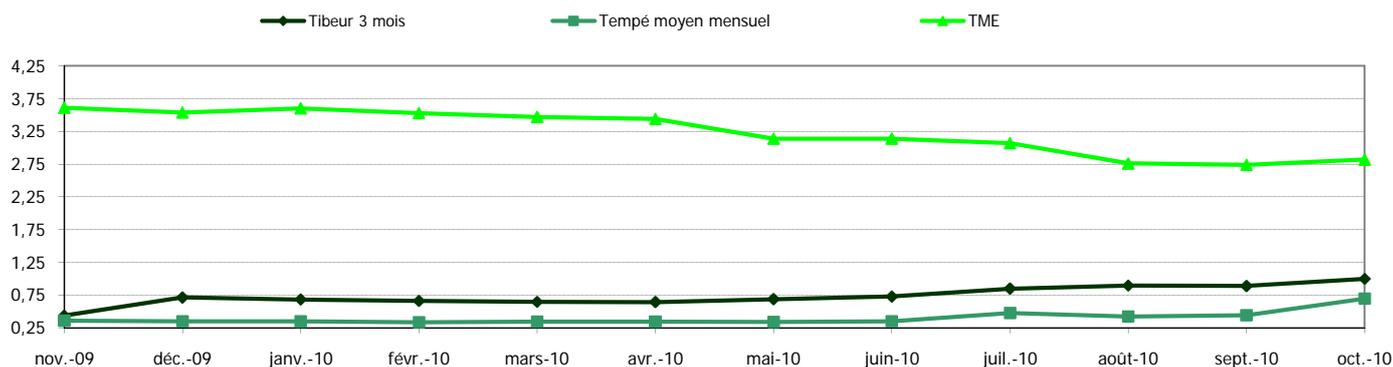
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
3,07%	2,76%	2,74%	2,82%	3,27%	2,96%	2,94%	3,02%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

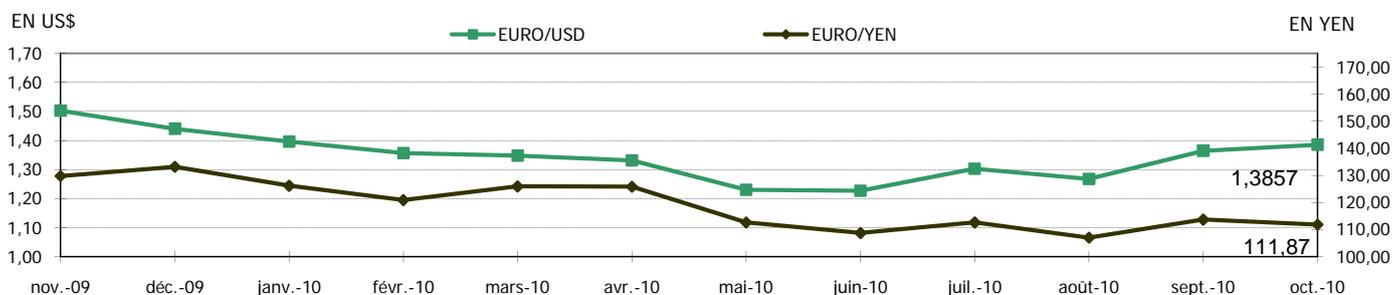
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3857	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6827	EURO/SRD (Surinam)	3,80790
EURO/JPY (Japon)	111,8700	EURO/BWP (Botswana)	9,15580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,48310
EURO/CAD (Canada)	1,4150	EURO/SCR (Seychelles)	17,0264	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,6801
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86860	EURO/MUR (Maurice)	40,5858	EURO/BBD (La Barbade)	2,77440
EURO/SGD (Singapour)	1,7986	EURO/BRL (Brésil)	2,3638	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,80870
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7467	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,60210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2781,13	EURO/XCD (Dominique)	3,7454	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 5 novembre 2010 - Dépôt légal : novembre 2010 - ISSN 1284-4438